

# L'hégémonie américaine et ses risques ... vus par la Chine

20 février 2023 Document officiel du ministère des Affaires étrangères de la Chine  
[https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/wjbxw/202302/t20230220\\_11027664.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbxw/202302/t20230220_11027664.html)



*Sceau du Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine*

Ce document est évidemment à prendre avec circonspection et recul. Nous le traduisons ici avant tout parce qu'il révèle - par sa forme - un pan important de la stratégie diplomatique chinoise à l'égard des Etats-Unis



Ministry of Foreign Affairs of  
the People's Republic of China

*Bandeau MAERPC*

## Table des matières

Introduction

I. L'hégémonie politique – Peser de tout son poids

II. L'hégémonie militaire – L'usage incontrôlé de la force

III. L'hégémonie économique – Pillage et exploitation

IV. L'hégémonie technologique – Monopole et oppression

V. L'hégémonie culturelle – Diffusion de faux narratifs

Conclusion



*Illustration Courtesy*

Introduction

Depuis qu'après les deux guerres mondiales et la Guerre froide, les États-Unis sont devenus le pays le plus puissant du monde, ils ont fait preuve de davantage d'audace pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays, exercer, entretenir et abuser de leur hégémonie, encourager la sédition et les infiltrations et déclencher délibérément des guerres,

avec des conséquences préjudiciables pour la communauté internationale.

Les États-Unis ont élaboré une règle du jeu hégémonique pour mettre en scène des «révolutions de couleur», provoquer des conflits régionaux et même déclencher directement des guerres sous couvert de promotion de la démocratie, de liberté et de droits humains. Cramponnés à la logique de la Guerre froide, les États-Unis ont renforcé la politique des blocs et attisé les conflits et les confrontations.

Ils ont étendu à l'excès le concept de sécurité nationale, abusé des contrôles à l'exportation et imposé des sanctions unilatérales. Ils ont adopté une approche sélective du droit et des règles internationales, les utilisant ou les rejetant comme bon leur semble, et ont cherché à imposer des règles qui servent leurs propres intérêts au nom du maintien d'un «ordre international fondé sur des règles».

Ce rapport, en présentant les faits pertinents, vise à exposer au grand jour le caractère abusif de l'hégémonie des États-Unis dans les domaines politique, militaire, économique, financier, technologique et culturel, et à attirer davantage l'attention de la communauté internationale sur les dangers des comportements américains en matière de paix et de stabilité mondiales ainsi que pour le bien-être de tous les peuples.

## I. Hégémonie politique – Peser de tout son poids

Les États-Unis tentent depuis longtemps de modeler les autres pays et l'ordre mondial selon leurs propres valeurs et leur propre système politique au nom de la démocratie et des droits humains.

◆ Les exemples d'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures d'autres pays abondent. Au nom de la «promotion de la démocratie», les États-Unis ont pratiqué une «doctrine néo-Monroe» en Amérique latine, instigué des «révolutions de couleur» en Eurasie et orchestré le «Printemps arabe» en Asie occidentale et en Afrique du Nord, amenant chaos et désastre dans de nombreux pays. En 1823, les États-Unis ont promulgué la doctrine Monroe. Tout en vantant les mérites d'une «Amérique pour les Américains», ce qu'ils voulaient vraiment, c'était une « Amérique pour les États-Unis. »

Depuis lors, les politiques des gouvernements américains successifs concernant l'Amérique latine et la région des Caraïbes ont été truffées d'ingérence politique, d'intervention militaire et de renversements de régimes. Que ce soit au travers de l'hostilité et du blocus dont Cuba fait l'objet depuis 61 ans ou du renversement du gouvernement Allende au Chili, la politique américaine à l'égard de cette région repose sur une maxime: ceux qui se soumettent prospéreront, ceux qui résistent périront.

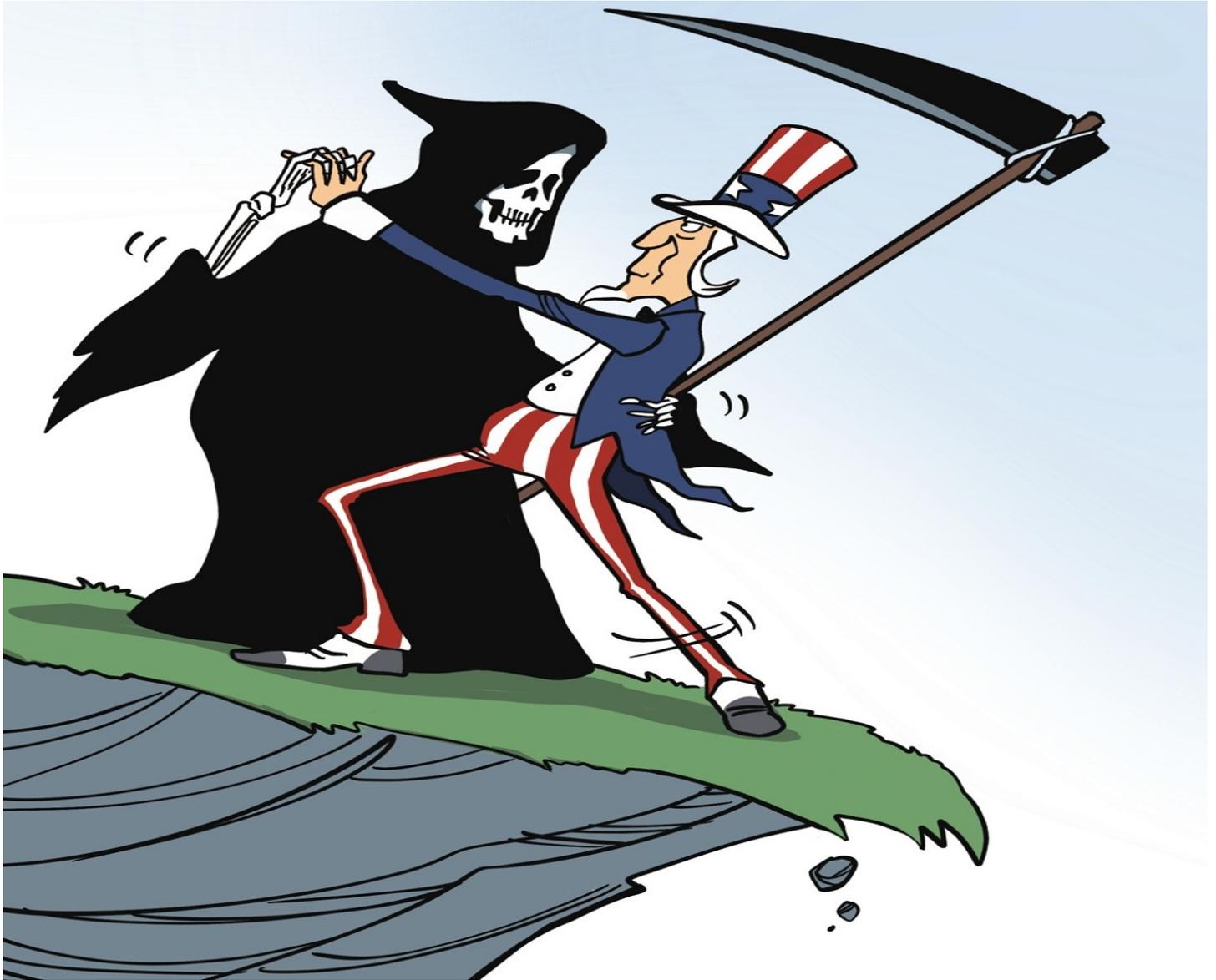
L'année 2003 a marqué le début d'une succession de «révolutions de couleur» : la «révolution des roses» en Géorgie, la «révolution orange» en Ukraine et la «révolution des tulipes» au Kirghizistan. Le Département d'État américain a ouvertement admis avoir joué un «rôle central» dans ces «changements de régime». Les États-Unis se sont également ingérés dans les affaires intérieures des Philippines, chassant le président Ferdinand Marcos Sr. en 1986 et le président Joseph Estrada en 2001 par le biais de ce que l'on appelle les «révolutions du pouvoir du peuple» [révolution jaune en raison de la présence de rubans jaunes lors des manifestations suivant l'assassinat du sénateur philippin Benigno Aquino, NdT]

En janvier 2023, l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a publié son nouveau livre *Never Give an Inch : Fighting for the America I Love* [Ne jamais céder d'un pouce : un combat pour l'Amérique que j'aime]. Il y révèle que les États-Unis ont comploté pour intervenir au Venezuela. Le scénario consistait à forcer le gouvernement Maduro à conclure un accord avec l'opposition, à priver le Venezuela de sa capacité à vendre du pétrole et de l'or pour obtenir des devises, à exercer une forte pression sur son économie et à influencer l'élection présidentielle de 2018.

◆ Les États-Unis pratiquent le deux poids deux mesures en matière de règles internationales. Plaçant leur intérêt personnel au premier plan, ils ont délaissé les traités et les organisations internationales, et placé leur législation nationale au-dessus du droit international. En avril 2017, l'administration Trump a annoncé qu'elle couperait tous les financements américains alloués au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), au prétexte que l'organisation «soutient ou participe à la gestion d'un programme d'avortement sous contrainte ou de stérilisation forcée».

Les États-Unis ont quitté l'UNESCO à deux reprises, en 1984 et en 2017. En 2017, ils ont annoncé qu'ils quittaient l'Accord de Paris sur le changement climatique. En 2018, ils ont annoncé leur retrait du Conseil des droits humains de l'ONU, citant le «parti pris» de l'organisation contre Israël et son incapacité à protéger efficacement les droits humains. En 2019, les États-Unis ont annoncé qu'ils se retiraient du Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire afin de pouvoir développer librement des armes de pointe. En 2020, ils ont annoncé leur retrait du Traité Ciel ouvert.

Les États-Unis ont également constitué le principal obstacle au contrôle des armes biologiques en s'opposant aux négociations sur un protocole de vérification pour la Convention sur les armes biologiques (CIAB) et en empêchant la vérification internationale des activités des pays en matière d'armes biologiques. Seul pays à posséder un stock d'armes chimiques, les États-Unis ont à plusieurs reprises retardé la destruction de ces armes et se sont montrés peu enclins à remplir leurs obligations. Ils sont devenus le principal obstacle à la concrétisation d'un «monde sans armes chimiques».



*Illustration Liu Rui/Global Times*

◆ Par le biais de leur système d'alliances, les États-Unis sont en train de constituer des petits blocs. Ils ont imposé une «stratégie indo-pacifique» à la région Asie-Pacifique, en créant des clubs exclusifs tels que les Five Eyes [Five Eyes, abrégé FVEY pour la classification, désigne l'alliance des services de renseignement de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis, NdT], le Quad [Dialogue quadrilatéral pour la sécurité: coopération informelle entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, NdT] et l'AUKUS [accord de coopération militaire tripartite formé par l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, NdT], et en forçant les pays de la région à prendre parti. Ces pratiques visent essentiellement à créer des divisions dans la région, à attiser la confrontation et à saper la paix.

◆ Les États-Unis portent un jugement arbitraire sur les pratiques démocratiques d'autres pays, et fabriquent un récit fallacieux opposant «démocratie contre autoritarisme» afin d'inciter à la dissension, à la scission, à la rivalité et à l'affrontement. En décembre 2021, les États-Unis ont accueilli le premier «Sommet pour la démocratie», qui a été critiqué et contesté par de nombreux pays pour son caractère démagogique et sa capacité à diviser le monde. En mars 2023, les États-Unis accueilleront un nouveau «Sommet pour la démocratie», qui reste malvenu et qui, de nouveau ne trouvera aucun soutien.

## **II. Hégémonie militaire – Usage incontrôlé de la force**

L'histoire des États-Unis est marquée par la violence et l'expansion. Depuis leur indépendance en 1776, ils ont constamment cherché à s'étendre par la force : ils ont massacré les Indiens, envahi le Canada, déclenché une guerre contre le Mexique, provoqué la guerre hispano-américaine et annexé Hawaï.

Après la Seconde Guerre mondiale, parmi les guerres qu'ils ont soit provoquées soit déclenchées, on compte la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe, la guerre du Kosovo, la guerre d'Afghanistan, la guerre d'Irak, la guerre de Libye et la guerre de Syrie.



Illustration Liu Rui/GT

Ils ont ainsi profité de leur hégémonie militaire pour ouvrir la voie à des objectifs expansionnistes. Ces dernières années, le budget militaire annuel moyen des États-Unis a dépassé les 700 milliards de dollars américains, ce qui représente 40 % du total des dépenses mondiales, soit plus que les 15 pays suivants réunis. Les États-Unis disposent d'environ 800 bases militaires à l'étranger, déployant 173 000 soldats dans 159 pays.

Selon le livre *America Invades : How We've Invaded or been Militarily Involved with almost Every Country on Earth* [Invasions Américaines : comment nous avons envahi ou avons été impliqués militairement dans pratiquement tous les pays au monde, NdT], les États-Unis ont combattu ou ont été militairement impliqués dans la quasi-totalité des quelque 190 pays reconnus par les Nations Unies, à trois exceptions près. Ces trois pays ont été «épargnés» parce que les États-Unis ne les ont pas trouvés sur la carte.

◆ Comme l'a dit l'ancien président Jimmy Carter, les États-Unis sont sans aucun doute la nation la plus va-t-en-guerre de l'histoire du monde. Selon un rapport de l'université Tufts, « *Introducing the Military Intervention Project : A new Dataset on US Military Interventions, 1776-2019* » [Le projet d'intervention militaire: une nouvelle analyse des interventions militaires américaines, 1776-2019, NdT], les États-Unis ont entrepris près de 400 interventions militaires dans le monde au cours de ces années là, dont 34 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, 23 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 14 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 13 % en Europe. Actuellement, leurs interventions militaires au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne se multiplient.

Alex Lo, chroniqueur au *South China Morning Post*, a souligné que depuis leur fondation, les États-Unis ont rarement fait la distinction entre diplomatie et guerre. Ils ont renversé des gouvernements démocratiquement élus dans de nombreux pays en voie de développement au cours du XXe siècle et les ont immédiatement remplacés par des régimes fantoches pro-américains.

Aujourd'hui, en Ukraine, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Pakistan et au Yémen, les États-Unis réitèrent leurs vieilles tactiques consistant à mener des guerres par procuration, des guerres de basse intensité et des guerres par drones.

◆ L'hégémonie militaire américaine a provoqué des tragédies humanitaires. Depuis 2001, les guerres et les opérations militaires lancées par les États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme ont fait plus de 900000 morts, dont quelque 335000 civils, des millions de blessés et des dizaines de millions de déplacés. La guerre d'Irak de 2003 a fait entre 200000 et 250000 morts civils, dont plus de 16000 directement tués par l'armée américaine, et plus d'un million de sans-abri.

Les États-Unis ont généré 37 millions de réfugiés dans le monde. Depuis 2012, le seul nombre de réfugiés syriens a été multiplié par dix. Entre 2016 et 2019, 33584 décès de civils ont été recensés dans les combats en Syrie, dont 3833 tués par les bombardements de la coalition dirigée par les États-Unis, la moitié d'entre eux étant des femmes et des enfants. Le 9 novembre 2018, le *Public Broadcasting Service* (PBS) a rapporté que les frappes aériennes initiées par les forces américaines sur Raqqa ont tué à elles seules 1600 civils syriens.

“Don't expect to do business with the guys I don't like, wherever you are!”



Source English News CN

La guerre en Afghanistan, qui a duré deux décennies, a ravagé le pays. Au total, 47000 civils afghans et de 66000 à 69000 soldats et policiers afghans non liés aux attentats du 11 septembre ont été tués lors des opérations militaires américaines, et plus de 10 millions de personnes ont été déracinées.

En Afghanistan, la guerre a anéanti les fondements du développement économique du pays et plongé le peuple afghan dans la misère. Après la «débâcle de Kaboul» en 2021, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient geler quelque 9,5

milliards de dollars d'actifs appartenant à la banque centrale afghane, une décision considérée comme un «acte de pillage pur et simple».

En septembre 2022, le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soyly a déclaré lors d'un colloque que les États-Unis avaient mené une guerre par procuration en Syrie, transformé l'Afghanistan en une plantation d'opium et une véritable fabrique d'héroïne, plongé le Pakistan dans la turbulence et laissé la Libye en proie à des troubles civils incessants. Les États-Unis font tout ce qu'il faut pour spolier et asservir les populations de tout pays disposant de ressources minières.

Les États-Unis ont également adopté d'horribles méthodes de guerre. Pendant la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe, la guerre du Kosovo, la guerre d'Afghanistan et la guerre d'Irak, les États-Unis ont utilisé des quantités massives d'armes chimiques et biologiques ainsi que des bombes à fragmentation, des bombes au napalm, des bombes au graphite et des bombes à l'uranium appauvri, causant des dommages considérables aux installations civiles, entraînant d'innombrables victimes civiles et créant une pollution durable de l'environnement.

### III. Hégémonie économique – Pillage et exploitation

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont été à l'origine du système de Bretton Woods, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui, avec le plan Marshall, ont formé un système monétaire international articulé autour du dollar américain. En outre, les États-Unis ont également instauré la suprématie institutionnelle dans les secteurs économique et financier internationaux en manipulant les systèmes de vote pondérés, ainsi que les règles et les accords conclus par les organisations internationales, notamment «l'approbation à une majorité de 85%», et en imposant leurs lois et réglementations commerciales nationales. En tirant parti du statut du dollar comme principale monnaie de réserve internationale, les États-Unis perçoivent en fait le «seigneurage» du monde entier et en usant de leur contrôle sur les organisations internationales, ils contraignent les autres pays à se mettre au service de la stratégie politique et économique de l'Amérique.

◆ Les États-Unis exploitent les richesses du monde grâce au «seigneurage». Produire un billet de 100 dollars ne coûte qu'environ 17 cents, mais les autres pays doivent déboursier 100 dollars en biens réels pour pouvoir se le procurer. Il y a plus d'un demi-siècle, il a été souligné que les États-Unis bénéficiaient de privilèges exorbitants et du déficit illimité et indolore engendré par leur dollar, tout en utilisant ce billet sans valeur pour piller les ressources et les industries des autres nations.

◆ L'hégémonie du dollar américain est la principale source d'instabilité et par conséquent de précarité dans l'économie mondiale. Pendant la pandémie de Covid-19, les États-Unis ont fait une utilisation abusive de leur hégémonie financière internationale et injecté des milliers de milliards de dollars sur le marché mondial, laissant les autres pays, en particulier les économies émergentes, en payer le prix.

En 2022, la Fed a mis fin à sa politique monétaire extrêmement souple et a opté pour une hausse agressive des taux d'intérêt, provoquant des turbulences sur le marché financier international et entraînant une dépréciation conséquentes d'autres monnaies telles que l'euro, beaucoup d'entre elles chutant à leur niveau le plus bas depuis 20 ans.

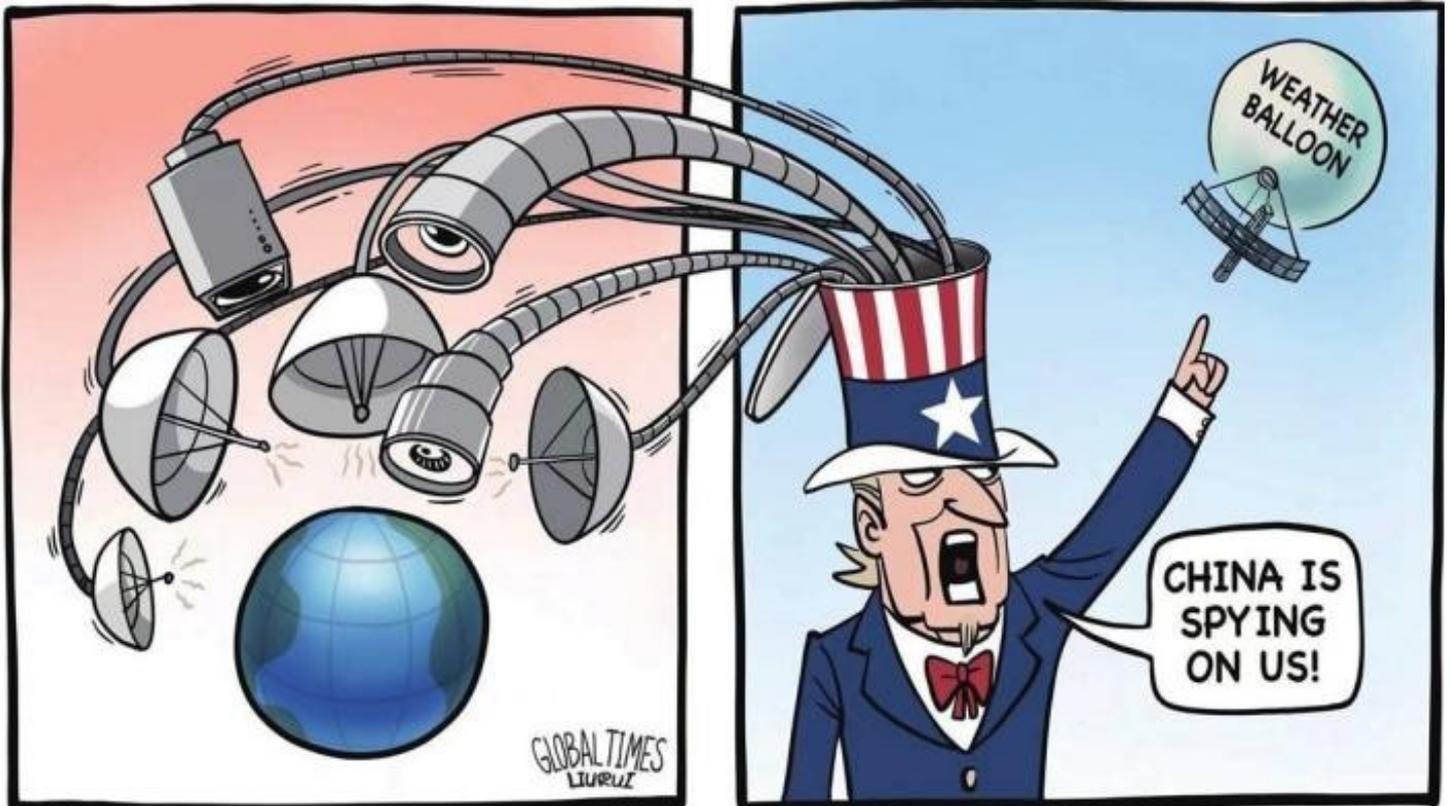
En conséquence, un grand nombre de pays en voie de développement ont dû faire face à une forte inflation, à la dépréciation de leur monnaie et à des fuites de capitaux. C'est exactement ce que le secrétaire au Trésor de Nixon, John Connally, a souligné un jour, avec une grande suffisance mais aussi une parfaite précision: «Le dollar est notre monnaie, mais il est votre problème».

◆ En contrôlant les organisations économiques et financières internationales, les États-Unis imposent des conditions supplémentaires à l'aide qu'ils apportent aux autres pays. Afin de réduire les obstacles à l'afflux de capitaux américains et à la spéculation, les pays bénéficiaires sont tenus de faire progresser la libéralisation financière et d'ouvrir leurs marchés financiers afin que leurs politiques économiques s'alignent sur la stratégie américaine.

Selon la *Revue d'économie politique internationale*, à l'appui des 1550 programmes d'allègement de la dette accordés par le FMI à ses 131 pays membres entre 1985 et 2014, pas moins de 55 65 conditions politiques supplémentaires ont été attachées à ces programmes.

◆ Les États-Unis étouffent délibérément leurs adversaires via la coercition économique. Dans les années 1980, pour éliminer la menace économique que représentait le Japon, et pour contrôler et utiliser ce dernier au service de l'objectif stratégique des États-Unis, à savoir affronter l'Union soviétique et dominer le monde, les États-Unis ont utilisé leur pouvoir financier hégémonique à l'encontre du Japon et ont conclu les accords du Plaza [Les accords du Plaza sont un accord sur les taux de change signé le 22 septembre 1985 entre les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et la France, NdT].

Le yen a ainsi été poussé à la hausse et le Japon a été contraint d'ouvrir son marché financier et de réformer son système bancaire. Les accords du Plaza ont porté un coup sévère à la dynamique de croissance de l'économie japonaise, laissant le pays à ce qui devait plus tard s'appeler les «trois décennies perdues».



LIU RUI GLOBAL TIMES

◆ L'hégémonie économique et financière de l'Amérique est devenue une arme géopolitique. Multipliant les sanctions unilatérales et la «justice au bras long» [La compétence au bras long est la capacité des tribunaux locaux à exercer leur compétence sur les défendeurs étrangers, que ce soit sur une base légale ou par le biais de la compétence inhérente d'un tribunal, NdT], les États-Unis ont appliqué des lois nationales telles que l'International Emergency Economic Powers Act, le Global Magnitsky Human Rights Accountability Act et le Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, et introduit une série de décrets visant à sanctionner des pays, des organisations ou des individus précis. Les statistiques montrent que les sanctions américaines contre des entités étrangères ont augmenté de 933 % entre 2000 et 2021.

À elle seule, l'administration Trump a imposé plus de 3900 sanctions, soit trois sanctions par jour. Jusqu'à présent, les États-Unis imposaient ou ont imposé des sanctions économiques à près de 40 pays dans le monde, dont Cuba, la Chine, la Russie, la République populaire démocratique de Corée, l'Iran et le Venezuela, ce qui affecte près de la moitié de la population mondiale. Les «États-Unis d'Amérique» se sont transformés en «États-Unis des sanctions».

Et la «justice au bras long» est devenue un simple outil permettant aux États-Unis d'utiliser les moyens de l'État pour supplanter ses concurrents économiques et s'immiscer dans les affaires internationales courantes. Il s'agit là d'une grave entorse aux principes de l'économie de marché libérale dont les États-Unis se targuent depuis longtemps.

#### IV. Hégémonie technologique – Monopole et oppression

Les États-Unis cherchent à décourager le développement des autres pays dans les domaines scientifique, technologique et économique en exerçant un pouvoir de monopole, en prenant des mesures répressives et en imposant des restrictions dans les domaines de la haute technologie.

◆ Les États-Unis monopolisent la propriété intellectuelle au nom de la protection. Profitant de la position de faiblesse des autres pays, en particulier des pays en voie de développement, en matière de droits de propriété intellectuelle et de la vacance institutionnelle dans les domaines concernés, les États-Unis engrangent des profits excessifs par le biais de leur monopole.

En 1994, les États-Unis ont fait avancer l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS) [annexé à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Il a pour but d'intégrer les droits de propriété intellectuelle dans le système de l'OMC, NdT], imposant des procédures et des normes américanisées en matière de protection de la propriété intellectuelle dans le but de consolider leur monopole dans le domaine de la technologie.

Dans les années 1980, pour freiner le développement de l'industrie japonaise des semi-conducteurs, les États-Unis ont lancé la loi commerciale «super 301» [La section 301 de la loi sur le commerce extérieur des États-Unis de 1974, permet au Bureau du représentant américain au commerce de prendre des mesures contre les politiques commerciales de pays

étrangers, à la demande du président des États-Unis, NdJ], renforcé leur pouvoir dans les négociations bilatérales par le biais d'accords multilatéraux, menacé d'accuser le Japon de pratiquer un commerce déloyal et imposé des droits de douane en représailles, obligeant le Japon à signer l'accord américano-japonais sur les semi-conducteurs.



<https://www.shenaliwaduge.com/>

En conséquence, les entreprises japonaises de semi-conducteurs ont été presque totalement exclues de la concurrence mondiale et leur part de marché a chuté de 50 % à 10 %. Pendant ce temps, avec le soutien du gouvernement américain, un grand nombre d'entreprises américaines de semi-conducteurs ont saisi l'occasion et se sont emparées de davantage de parts de marché.

◆ Les États-Unis ont politisé et militarisé les questions technologiques et les ont utilisées comme des outils idéologiques. Allant au delà du concept de sécurité nationale, les États-Unis ont fait appel au pouvoir de l'État pour dissuader et sanctionner l'entreprise chinoise Huawei, ils ont restreint l'entrée des produits Huawei sur le marché américain, coupé son approvisionnement en puces et en systèmes d'exploitation, et contraint d'autres pays à interdire à Huawei d'entreprendre la construction d'un réseau 5G sur leur territoire. Ils ont même amené le Canada à placer la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, en détention non justifiée pendant près de trois ans.

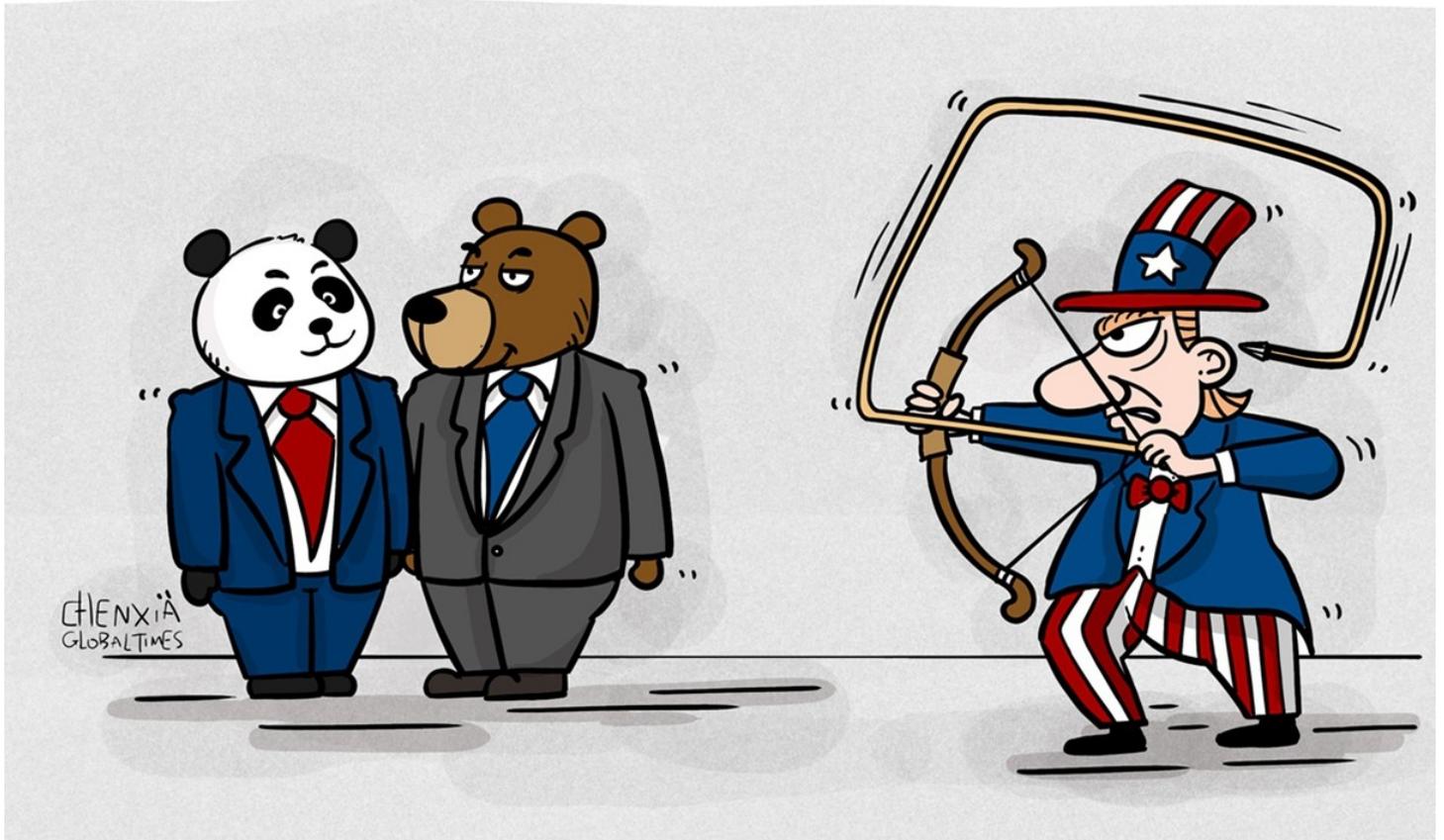
Les États-Unis ont inventé toute une série de bonnes raisons pour freiner les entreprises chinoises de haute technologie qui sont compétitives au niveau mondial, et ont placé plus de 1 000 entreprises chinoises sur leurs listes de sanctions. En outre, ils ont également imposé des contrôles en matière de biotechnologie, d'intelligence artificielle et autres technologies de pointe, renforcé les restrictions à l'exportation, durci le contrôle sur les investissements, suspendu les applications chinoises de médias sociaux telles que TikTok et WeChat, et fait pression sur les Pays-Bas et le Japon pour qu'ils restreignent les exportations de puces électroniques et d'équipements ou de technologies connexes vers la Chine.

Les États-Unis ont également pratiqué une politique du deux poids deux mesures à l'égard des professionnels du secteur de la technologie liés à la Chine. Pour mettre à l'écart et refouler les chercheurs chinois, depuis juin 2018, la validité des visas a été raccourcie pour les étudiants chinois qui se spécialisent dans certaines disciplines liées à la haute technologie, on a assisté à des cas répétés au cours desquels des universitaires et des étudiants chinois se rendant aux États-Unis pour des programmes d'échange et des études ont été injustement refoulés et harcelés, et des enquêtes à grande échelle sur les universitaires chinois travaillant aux États-Unis ont été menées.

◆ Au nom de la protection de la démocratie, les États-Unis confortent leur monopole dans le domaine des technologies. En construisant de petits blocs technologiques tels que «l'alliance chip 4» et le «réseau propre», les États-Unis ont apposé les étiquettes «démocratie» et «droits humains» sur la haute technologie, et ont transformé les questions technologiques en questions politiques et idéologiques, afin de fabriquer des prétextes pour leur blocus technologique à l'encontre d'autres pays.

En mai 2019, les États-Unis ont réuni 32 pays à la Conférence de Prague sur la sécurité de la 5G en République tchèque et ont publié la Proposition de Prague dans le but d'exclure les produits 5G Chinois. En avril 2020, Mike Pompeo, alors secrétaire d'État américain, a annoncé la «voie propre 5G», un plan conçu pour construire une alliance technologique dans le domaine de la 5G avec des partenaires liés par leur idéologie commune concernant la démocratie et la nécessité de protéger la «cybersécurité».

Ces mesures sont en réalité des initiatives prises par les États-Unis pour préserver leur hégémonie en matière de technologie par le biais d'alliances technologiques.



**Illustration Chen Xia Global Times**

Les États-Unis se servent de la désinformation comme d'un fer de lance pour attaquer d'autres pays et ont bâti autour d'elle une véritable filière industrielle: des groupes et des individus inventent des histoires et les colportent dans le monde entier pour induire l'opinion publique en erreur grâce à des ressources financières quasi illimitées.

◆ Les États-Unis détournent leur hégémonie dans le domaine numérique en menant des cyberattaques et en ayant recours à des écoutes téléphoniques. Ils ont longtemps eu la réputation d'être le «royaume des pirates informatiques», pointés du doigt pour leurs actes de cyber-vol endémiques dans le monde entier.

Les moyens dont ils disposent pour mettre en œuvre des cyberattaques et des mesures de surveillance généralisées sont nombreux, notamment en utilisant les signaux des stations de base analogiques pour accéder aux téléphones portables afin de voler des données, en modifiant les applications mobiles, en infiltrant les serveurs de cloud et en volant des données via les câbles sous-marins. La liste est longue.

La surveillance américaine ne fait aucune discrimination. Tout le monde peut devenir la cible de cette surveillance, qu'il s'agisse d'adversaires ou d'alliés, et il s'agit même parfois de dirigeants de pays alliés comme l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel ainsi que plusieurs présidents français. La cybersurveillance et les attaques lancées par les États-Unis, telles que «Prism», «Dirtbox», «Irritant Horn» et «Telescreen Operation» sont autant de preuves que les États-Unis surveillent de près leurs alliés et partenaires.

Ces écoutes ont déjà suscité l'indignation dans le monde entier. Julian Assange, fondateur de Wikileaks, un site web qui a révélé les programmes de surveillance des États-Unis, a déclaré: «Ne vous attendez pas à ce qu'une superpuissance mondiale de la surveillance agisse avec honneur ou respect. Il n'y a qu'une seule règle: il n'y a pas de règles».

## **V. L'hégémonie culturelle – Propager de faux récits**

L'expansion mondiale de la culture américaine est un élément important de la stratégie des États-Unis à l'étranger. Les États-Unis ont souvent utilisé des outils culturels pour renforcer et maintenir leur hégémonie dans le monde.

◆ Les États-Unis insufflent les valeurs américaines dans leurs productions tels que les films. Les valeurs et le mode de vie américains sont étroitement associés aux films et aux émissions de télévision, aux publications, au contenu des médias et aux programmes des institutions culturelles à but non lucratif financées par le gouvernement.

Elles façonnent ainsi un univers culturel et une opinion publique dans lesquels la culture américaine prévaut et entretient son hégémonie culturelle. Dans son article *The Americanization of the World* [L'Américanisation du monde, NdT], John

Yemma, un universitaire américain, a dénoncé les vraies armes de l'expansion culturelle américaine: Hollywood, les usines de conception d'images de Madison Avenue et les chaînes de production de Mattel Company et de Coca-Cola.

Pour préserver leur hégémonie culturelle, les États-Unis ont recours à différents vecteurs. Le cinéma américain est le plus utilisé. Il occupe actuellement plus de 70 % du marché mondial. Les États-Unis jouent habilement de leur diversité culturelle pour faire rêver différentes ethnies. Lorsque les films hollywoodiens débarquent dans le monde, ce sont les valeurs américaines qui s'y rattachent qui transparaissent.

◆ L'hégémonie culturelle américaine ne se manifeste pas seulement au travers de leur «intervention directe», mais aussi via une «infiltration des médias» et elle sonne comme «une trompette pour le monde». Les médias occidentaux dominés par les États-Unis jouent un rôle particulièrement important dans la façon dont est forgée une opinion publique mondiale favorable à l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures des autres pays.

Le gouvernement américain censure très sévèrement toutes les entreprises de médias sociaux et exige leur obéissance. Le PDG de Twitter, Elon Musk, a admis le 27 décembre 2022 que toutes les plateformes de médias sociaux travaillent avec le gouvernement américain en matière de censure du contenu, a rapporté *Fox Business Network*. L'opinion publique aux États-Unis est soumise à l'intervention du gouvernement désireux de brider toutes les critiques défavorables. Google fait régulièrement disparaître des sites.

Le ministère américain de la Défense manipule les médias sociaux. En décembre 2022, *The Intercept*, un site d'investigation américain indépendant, a révélé qu'en juillet 2017, Nathaniel Kahler, un responsable du Commandement central des États-Unis, avait demandé à l'équipe chargée des affaires publiques de *Twitter* de renforcer les activités de 52 comptes en langue arabe figurant sur une liste qu'il lui avait envoyée, six d'entre eux devant être traités en priorité.

L'un de ces six comptes avait pour seule vocation de justifier les attaques américaines par drones au Yémen, notamment en affirmant que ces attaques étaient très précisément ciblées et ne tuaient que des terroristes, et non des civils. Conformément à la directive de Kahler, *Twitter* a inscrit ces comptes en langue arabe sur une «liste blanche» afin de pouvoir amplifier la diffusion du contenu de certains messages.



Source CGTN

◆ Les États-Unis pratiquent la politique du deux poids deux mesures en matière de liberté de la presse. Ils répriment brutalement et réduisent au silence les médias d'autres pays en recourant à divers moyens. Les États-Unis et l'Europe excluent de leurs territoires les grands médias russes comme *Russia Today* et *Sputnik*. Des plateformes comme *Twitter*, *Facebook* et *YouTube* limitent très manifestement les comptes officiels de la Russie. *Netflix*, *Apple* et *Google* ont retiré les chaînes et les applications russes de leurs programmes et de leurs app stores. Une censure draconienne sans précédent est exercée à l'encontre de tous les contenus liés à la Russie.

◆ Les États-Unis se servent de leur hégémonie culturelle pour encourager des «changements en douceur» dans les pays socialistes. Ils mettent en place des médias d'information et des organismes culturels destinés aux pays socialistes. Ils

consacrent des fonds publics considérables aux chaînes de radio et de télévision afin d'appuyer cette infiltration idéologique, et ces porte-voix pilonnent les pays socialistes jour et nuit, en des dizaines de langues, avec de la propagande séditionnelle.

## **Conclusion**

Alors qu'une cause juste vaut à son champion un large soutien, une cause injuste condamne celui qui la défend à être un paria. Les pratiques hégémoniques, dominatrices et tyranniques consistant à utiliser la force pour intimider les faibles, à s'approprier ce qui appartient aux autres par la force et le subterfuge, et à jouer à des jeux de somme nulle [Un jeu de somme nulle est un jeu où la somme des gains et des pertes de tous les joueurs est égale à 0. Cela signifie donc que le gain de l'un constitue obligatoirement une perte pour l'autre, NdT], entraînent de graves préjudices.

Les mouvements historiques en faveur de la paix, du développement, de la coopération et du bénéfice mutuel sont inéluctables. Les États-Unis font fi de la vérité en usant de leur puissance et ils piétinent la justice pour servir leurs propres intérêts. Ces pratiques hégémoniques unilatérales, égoïstes et rétrogrades suscitent des critiques et engendrent des oppositions de plus en plus vives de la part de la communauté internationale.

Les pays doivent absolument faire preuve de respect les uns envers les autres et se traiter mutuellement sur un pied d'égalité. Les grands pays devraient se comporter conformément à leur statut et être à l'initiative d'un nouveau mode de relations d'État à État, privilégiant le dialogue et le partenariat, et non soit la confrontation soit l'alliance.

La Chine est opposée à toute forme d'hégémonisme et à toute politique des puissances et elle récuse toute ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Les États-Unis doivent se livrer à un sérieux examen de conscience. Ils doivent procéder à un véritable bilan critique de leurs actes, renoncer à leur arrogance et à leurs préjugés et abandonner leurs pratiques hégémoniques, dominatrices et tyranniques.